

## **Des services de garde de qualité et abordables? Pas au Canada ... à cause de l'échec du marché**

Par Lynell Anderson

Soyons réalistes. Le débat à savoir si les gouvernements devraient ou non investir dans les services de garde est une perte de temps. À vrai dire, ils y investissent depuis des années (quoiqu'insuffisamment). Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont pris beaucoup d'engagements jusqu'à présent pour améliorer l'accès aux services de garde. La question n'est pas de savoir « si » les gouvernements devraient investir, mais plutôt « combien » ils devraient investir, et comment faire pour s'assurer que leurs investissements publics débouchent sur des améliorations mesurables.

Depuis les trente dernières années, pour l'essentiel, les politiques en matière de services de garde au Canada reposent sur un rêve en couleur, sur l'illusion selon laquelle, grâce à la magie du marché, les programmes et les services de garde souhaités seront offerts sur demande.

Cette approche fondée sur le marché place les services de garde sur un pied d'égalité avec les radios-réveil. On présume que les familles peuvent choisir la combinaison « qualité et abordabilité » qu'elles désirent pour l'éducation et la garde de leurs jeunes enfants et qu'il existe une gamme diversifiée de services communautaires correspondant aux besoins des familles. Les familles à faible revenu reçoivent un peu d'aide gouvernementale pour faire face aux prix élevés du marché, mais la plupart des familles doivent se débrouiller seules.

La réalité? Triple échec du marché : le taux d'accès aux services de garde au Canada est le plus bas de tous les pays industrialisés – moins de 20 p. cent des enfants ont accès à une place en service de garde réglementé; les tarifs déboursés par les parents sont parmi les plus élevés au monde, supérieurs bien souvent au coût annuel de l'université; et la qualité est constamment minée par les bas salaires et le faible taux de rétention des éducatrices et éducateurs à la petite enfance possédant une formation collégiale. Bref, « le rêve en couleur et l'illusion » n'ont pas fonctionné.

Cette approche perdurera-t-elle? Tout dépend. Si les familles continuent de se contenter de la situation actuelle et si les femmes continuent de dispenser des services de garde pour un maigre salaire, c'est bien possible. Mais les preuves sont indéniables : l'approche mercantile pénalise les enfants, les femmes, les familles et les collectivités et mine le rendement économique du Canada.

Compte tenu de la crise au Canada dans le domaine des services de garde, les propos de Deb Brennan, professeure et experte des services de garde australiens de passage au Canada, ont tout lieu de nous inquiéter. Selon elle, notre situation pourrait bien s'aggraver. Les pressions pour augmenter le financement public sont fortes, mais les pressions pour conserver l'approche fondée sur le marché et ce, sans avoir à rendre de comptes pour l'utilisation de fonds publics, sont considérables.

À l'instar de l'Australie, le Canada pourrait décider d'accroître le financement public versé aux services de garde et transférer plus d'argent directement aux parents, sans imposer de conditions quant à l'endroit où les services sont offerts, quant aux clientèles servies et quant au prix à payer. Les conséquences? En Australie, faute d'exigences de ce type, les coûts pour l'État ont augmenté, le système est dominé par de grandes entreprises à but lucratif, il y a diminution au chapitre de la reddition de comptes publique et le gouvernement n'atteint pas ses objectifs. L'Australie est un exemple flagrant de ce qui peut mal tourner quand la rhétorique selon laquelle « le marché offre des choix » domine toutes les autres considérations.

Le Canada doit adopter une ligne de conduite différente et poursuivre un plan d'action axé sur les nombreux points de convergence qui existent entre l'importante communauté des services de garde, supposément de centre-gauche, et la puissante OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), supposément de centre-droite.

La recommandation? Assurer la « responsabilité à l'égard des résultats » en adoptant une stratégie d'investissements publics ciblés en vertu de laquelle les services de garde sont financés directement par l'État. L'allocation de fonds publics devrait être conditionnelle à des améliorations mesurables au chapitre de l'abordabilité, de la qualité et de l'accessibilité, des améliorations qui correspondraient notamment à des tarifs plus bas pour les parents, des salaires améliorés pour le personnel qualifié et la création de nouvelles places.

Dans les pays qui ont adopté une telle stratégie, les services de garde sont partie prenante des quartiers et leur développement est planifié en ce sens. Comme dans le cas des écoles, des bibliothèques et des centres récréatifs, les services de garde sont accessibles et abordables pour tous ceux et celles qui choisissent d'y avoir recours. Ces pays soutiennent le développement et l'épanouissement des enfants et la conciliation travail-famille, on y soutient la main-d'œuvre actuelle et future et les bénéfices sur l'investissement public se concrétisent à brève échéance.

Alors, que faudra-t-il pour passer « du rêve en couleur et de l'illusion » à la « responsabilité à l'égard des résultats »? Le courage d'admettre que le marché est un échec pour ce qui est des services de garde.

*Lynell Anderson, CGA, soutient l'engagement citoyen au sein de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance et est adjointe de recherche au bureau de la Colombie-Britannique du Canadian Centre for Policy Alternatives.*